

# **LA THEORIE KEYNESIENNE**

## **et les Pays en Voie de Développement**

Dr ALY LOUTFY

*Chargé de cours à la Faculté de Commerce*

*Université d'Ain-Chams*

### **INTRODUCTION**

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Karl Marx a publié ses idées sur le système socialiste. En même temps, une nouvelle Ecole Economique a commencé à faire son apparition. Cette Ecole a été connue plus tard sous le nom de « L'Ecole Néo-Classique ». En effet, celle-ci est restée tout à fait loin de la pensée socialiste ou Marxiste. Parmi les économistes qui appartiennent à cette école, citons Alfred Marshall, Pigou, Hawtrey et aussi John Maynard Keynes.

Keynes a étudié tout d'abord les idées et les lois de la Théorie classique, mais il ne s'intéressait pas à la Théorie socialiste, il a préféré suivre le chemin de la Théorie Néo-classique. En effet, l'appartenance de Keynes à l'Ecole Néo-classique, lui a donné la possibilité d'exercer une influence sur ses collègues de pensée étant donné qu'il n'était pas étranger à eux comme c'était le cas des autres économistes qui appartenaient à l'Ecole Socialiste.

Si les premiers économistes de l'Ecole Néo-classique — tels que Marshall, Pigou, Hawtrey — ont remporté des succès parce qu'ils ont ajouté beaucoup à l'économie politique, aucun d'entre eux cependant, n'a établi les bases et les règles d'une théorie complète et coordonnée du développement économique. Il est certain qu'une telle étude n'a été faite par aucun économiste parmi ceux qui appartenaient à l'Ecole Néo-classique sauf Keynes lorsqu'il a publié sa « Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie » en 1936.

En effet, si la Théorie Générale qui étudie principalement les causes et les remèdes du chômage a attiré l'attention des

économistes dans le monde entier, c'est essentiellement parce qu'elle a paru dans les années trente au cours desquelles le monde souffrait d'une crise économique très aigue, surtout par le chômage qu'elle a engendré aux Etats-Unis et dans tous les pays européens. En 1932, le nombre de chômeurs aux Etats-Unis a atteint 15 millions, et ce nombre n'est jamais tombé au dessous de 7,5 millions de chômeurs dans les meilleurs mois de la phase progressive du cycle en 1937. En Grande Bretagne, le chômage représentait 22% de la force de travail, et il en était de même dans les autres pays de l'Europe occidentale.

Certes, Keynes n'a pas consacré une partie spéciale de sa Théorie Générale aux pays en voie de développement. Mais, cependant certains économistes et responsables de la politique économique dans les pays en voie de développement se sont inspirés de ses idées et essaient de suivre le schéma keynessien<sup>(1)</sup>. Et là se pose une question très importante : Est-ce que les idées principales de la Théorie Générale sont applicables aux pays en voie de développement ?

En répondant à cette question, nous étudierons brièvement dans une première partie, les idées principales de la Théorie Générale. Dans une deuxième partie, nous analyserons les indicateurs qui caractérisent l'économie des pays en voie de développement. Dans une troisième partie, nous verrons si les idées principales de la Théorie Générale pourraient être appliquées dans les pays en voie de développement.

Enfin, dans une quatrième partie, nous essayerons d'exposer les grandes lignes d'une solution adéquate au problème du sous-développement.

---

(1) Voir par exemple, Kenneth Kurihara : *The Keynesian Theory of Economic Development*, p. 18.

demande ». Dans sa Théorie Générale, Keynes affirme que toute somme de monnaie mise en mouvement par la production ne sert nécessairement pas à constituer une demande des produits car la monnaie est un élément actif et non un élément neutre, parce qu'elle est désirée en vertu de son utilité propre. Par conséquent, la dépense constituant la demande globale ne s'égalerait nécessairement pas aux sommes distribuées par l'obtention de la production constituant l'offre globale.

Keynes a affirmé que l'offre globale et la demande globale sont les facteurs qui déterminent le niveau de l'emploi dans la société. Keynes définit le prix de l'offre globale comme étant l'évaluation par anticipation des sommes que les entrepreneurs doivent recevoir en échange de leur production, sommes juste suffisantes pour qu'il vaille la peine de mettre en oeuvre un volume donné de production et le volume d'emploi qui sert à l'obtenir. Le prix de la demande globale est constitué par les sommes que les entrepreneurs s'attendent à recevoir en échange de leur production mise en oeuvre par un certain nombre d'ouvriers. En effet, à chaque niveau d'emploi, il y a un prix de l'offre globale et un prix de la demande globale. Si le prix de la demande globale est plus grand que le prix de l'offre globale, les entrepreneurs augmentent le volume de leur production et cela exige l'augmentation du volume d'emploi. Cela veut dire que le niveau d'emploi se détermine au point où s'égalisent l'offre globale et la demande globale. Ce point a été appelé par Keynes « la demande effective ». Naturellement, l'offre globale et la demande globale pourraient s'égaliser avant d'arriver au point du plein-emploi, ce qui signifie que l'équilibre économique peut se réaliser malgré l'existence du chômage.

Keynes a étudié dans sa Théorie Générale *la relation entre l'épargne et l'investissement*. Keynes définit l'épargne comme étant l'excès du revenu sur la consommation, et l'investissement comme étant la partie de la production courante qui n'est pas consommée. Cela veut dire que :

Epargne = Revenu — consommation.

Investissement = Production — consommation.

Mais : Production = Revenu.

Donc : Epargne = Investissement.

En effet, l'idée de l'égalité entre l'épargne et l'investissement n'est pas une idée neuve dans la pensée économique, car les classiques ont déjà affirmé cette égalité. Mais, l'analyse de Keynes est tout à fait différente de celle des classiques. Pour les classiques, le facteur équilibrant de l'épargne et de l'investissement est le changement du taux de l'intérêt; pour Keynes, ce facteur est le changement du niveau de revenu. Lorsque l'investissement augmente en dépassant l'épargne, le revenu s'accroît, et par conséquent l'épargne augmente aussi jusqu'au point où elle s'égale de nouveau avec l'investissement. Et le contraire arrive lorsque l'investissement diminue.

*La propension à consommer et la propension à épargner* sont parmi les nouveaux instruments d'analyse économique de la Théorie Générale. Keynes suppose qu'il y a un rapport fixe entre le revenu et la partie de ce revenu consacrée à la consommation; ce rapport est la propension à consommer. Si le revenu d'un individu est 500 £ et la partie consacrée à la consommation est 450 £ la propension à consommer de cet individu

est  $\frac{450}{500} = 0,9$ . Dans ce cas, la propension à épargner est

$$\frac{50}{500} = 0,1.$$

Keynes continue son analyse en affirmant que, en courte période, la propension à consommer ne change que lorsqu'il y a des changements dans le revenu. Mais, en longue période, il y a d'autres facteurs qui auraient une influence sur la propension à consommer; ces facteurs sont divisés en deux catégories : des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs.

*Le multiplicateur d'investissement* est parmi les nouveaux outils de la Théorie Générale. L'idée du multiplicateur pourrait s'expliquer ainsi : lorsqu'on augmente les dépenses d'investissement (investissement additionnel) le revenu global augmente d'une quantité qui est plusieurs fois supérieure à celle de l'investissement additionnel. Le multiplicateur d'investissement est égal au rapport entre l'accroissement du revenu et l'accroissement de l'investissement.

Keynes affirme qu'il y a une relation entre le multiplicateur et la propension marginale à épargner. Cette relation

pourrait se résumer ainsi : le multiplicateur est égal à l'inverse de la propension marginale à épargner. Cela veut dire que dans les pays développés où la propension marginale à épargner est relativement grande, le multiplicateur est petit; et dans les pays en voie de développement où la propension marginale à épargner est relativement petite, le multiplicateur est grand.

*L'efficacité marginale du capital* est aussi parmi les nouveaux outils de la Théorie Générale. D'après Keynes, l'efficacité marginale du capital est le taux d'escompte, qui, appliqué à la série d'annuités constituée par les rendements attendus de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur actuelle de ces annuités égale au prix d'offre de ce capital. A la lumière de cette définition, Keynes affirme que les entrepreneurs sont incités à investir tant que l'efficacité marginale du capital est supérieure au taux de l'intérêt.

Après avoir étudié le premier déterminant d'afflux d'investissement (l'efficacité marginale du capital), Keynes a analysé le second déterminant, c'est-à-dire *le taux de l'intérêt*. Mais avant d'exposer sa nouvelle théorie sur le taux de l'intérêt, Keynes a essayé de démontrer que la Théorie Classique sur le taux de l'intérêt était fausse. Pour les classiques, l'intérêt est un prix qui égalise l'offre et la demande de capitaux. En ce qui concerne l'offre de capitaux, elle dépend du volume de l'épargne tandis que la demande de capitaux dépend du volume de l'investissement. Par conséquent, les classiques affirment que l'intérêt est le prix de l'épargne, ou bien le prix de l'emploi du capital. Keynes a réfuté complètement cette théorie car elle néglige l'influence du niveau du revenu sur le volume de l'épargne. Pour Keynes, l'intérêt est le prix de la renonciation à la liquidité. En effet, Keynes fait du taux de l'intérêt un phénomène exclusivement et purement monétaire. C'est pourquoi, la Théorie de Keynes sur le taux de l'intérêt, est en étroite relation avec la politique monétaire qu'il propose dans sa Théorie Générale. Keynes affirme que les variations du taux de l'intérêt égalisent l'offre et la demande de monnaie liquide. La demande de monnaie dépend de la préférence pour la liquidité, c'est-à-dire la demande de monnaie par les individus en vertu de trois motifs : transactions, précaution, spéculation. L'offre de monnaie dépend évidemment du désir des autorités moné-

taires et bancaires. En effet, cette nouvelle explication du taux de l'intérêt, le rend un facteur positif dans la politique et l'activité économiques.

Enfin, Keynes propose dans sa Théorie Générale, un autre outil d'intervention dans l'activité économique, celui de *la politique fiscale*. D'après Keynes, la politique fiscale qui se compose de trois éléments (la dépense publique, les impôts, les emprunts) ne doit pas être neutre; les autorités doivent l'employer comme un moyen actif pour réaliser certains buts économiques et surtout comme remède au chômage et aussi pour atténuer l'acuité de dépression.. L'analyse Keynesienne part de l'idée que, dans les pays capitalistes, au niveau du plein-emploi, il y a un écart entre le revenu global et la consommation. Etant donné que l'investissement privé n'est pas suffisant pour combler cet écart, et vu la stabilité de la propension à consommer, Keynes affirme que l'augmentation de l'investissement public est le seul moyen qui permettrait de combler cet écart, et par conséquent, de maintenir le plein-emploi.

## DEUXIEME PARTIE

**Les indicateurs qui caractérisent l'économie  
des pays en voie de développement**

En cette seconde moitié du XXe siècle, les économistes se sont mis d'accord que les pays en voie de développement sont ceux de l'Afrique, de l'Asie (sauf le Japon) et de l'Amérique latine. La population de ces pays représente approximativement 65% de la population mondiale, c'est-à-dire un peu plus de deux milliards d'habitants.

En effet, les économies des pays en voie de développement se caractérisent par certains indicateurs économiques, démographiques et sociaux. Dans les pages qui suivent, nous allons analyser ces indicateurs, dans la mesure qui nous permettra d'examiner — dans une troisième partie — si la Théorie Keynesienne pourrait être appliquée aux pays en voie de développement.

**1. *L'insuffisance de capitaux* <sup>(1)</sup>.**

Sans aucun doute, l'insuffisance de capitaux constitue le problème le plus important et le plus grave du développement économique.

L'insuffisance de capitaux dans les pays en voie de développement est engendrée par plusieurs raisons. On peut citer à titre d'exemple : la thésaurisation, la désépargne, l'emploi de l'épargne en opérations non productives, la fuite des capitaux vers l'étranger, l'effet de démonstration surtout en ce qui concerne les biens de consommation résultant du progrès technique dans

---

(1) Pour étudier ce problème d'une manière détaillée, voir :

- Henri Simonet : La Formation du capital dans les pays sous-développés, Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Solvay, 1959.
- Ragnar Nurkse : Problems of Capital Formation in underdeveloped countries, 7e édition, Basil Blackwell, Oxford, 1960.

les pays industrialisés, l'insuffisance des institutions d'épargne, etc...

Mais, il ne faut pas oublier que la raison principale de l'insuffisance de capitaux dans les pays en voie de développement est la faiblesse de l'épargne qui résulte des raisons précitées, mais aussi et surtout de la faiblesse du revenu.

## 2. *L'insuffisance alimentaire*

La plupart de pays en voie de développement souffrent de l'insuffisance alimentaire. Les statistiques publiées par la F.A.O. montrent que le volume de nourriture journalière pour l'individu dans les pays en voie de développement ne fournit en moyenne que 2.000 calories. Cela signifie que dans certains pays ce chiffre tombe jusqu'à 1500 calories, c'est-à-dire le minimum pour pouvoir vivre. Dans les pays développés, le volume de nourriture journalière pour l'individu fournit en moyenne 3.000 calories.

Sans aucun doute, l'insuffisance alimentaire dans les pays en voie de développement est à l'origine de beaucoup de problèmes. D'une part, la sous-alimentation provoque directement et indirectement certaines maladies car elle diminue la résistance aux maladies microbiennes et crée un mauvais état sanitaire. D'autre part, la sous-alimentation se répercute sur le rendement des travailleurs surtout les travailleurs de force (comme les mineurs par exemple) qui ont besoin d'une nourriture contenant une quantité de calories et de protéines plus grande que les autres.

## 3. *Faiblesse de la gestion des entreprises*

L'économie des pays en voie de développement se caractérise aussi par la faiblesse de la gestion des entreprises, qu'il s'agisse des entreprises privées ou des entreprises publiques. La preuve apparaît dans les coûts de production qui — malgré le bas niveau des salaires — sont généralement plus élevés que les coûts semblables dans les pays développés.

Dans la plupart de pays en voie de développement, les entrepreneurs ne visent qu'à obtenir le travail au moindre prix

considérant celui-ci comme une marchandise. C'est pourquoi ils ne choisissent pas des travailleurs qualifiés ayant une certaine formation et une certaine expérience; ils ne savent pas utiliser pleinement les aptitudes des travailleurs, et ne se préoccupent guère de créer des relations humaines harmonieuses au sein de l'entreprise.

En effet, la faiblesse de la gestion des entreprises dans les pays en voie de développement est engendrée par plusieurs raisons parmi lesquelles se trouvent le manque des cadres de gestion, le régime dit de gestion familiale, le manque de précision dans la répartition des tâches, l'application de la procédure administrative gouvernementale aux entreprises industrielles, la routine, etc...

#### 4. *Importance du chômage déguisé.*

Le chômage déguisé peut être défini comme une situation où l'orientation d'un certain nombre d'individus, travaillant pour leur propre compte, vers d'autres secteurs de l'économie, n'entraînerait aucune baisse dans la production globale du secteur d'où ils ont été retirés, même sans remplacer la main-d'oeuvre éloignée par du capital ni introduire des changements techniques. Selon cette définition, l'existence du chômage déguisé signifie que la productivité marginale d'un certain nombre de travailleurs est pratiquement nulle.<sup>(1)</sup>

En fait, il n'y a pas de données précises sur l'ampleur du chômage déguisé dans les pays en voie de développement. Mais, on estime que dans les pays surpeuplés en voie de développement, le chômage déguisé varie entre 20 et 50% des forces de travail de la population rurale.

Le chômage déguisé qui existe dans les pays en voie de développement constitue un obstacle majeur au développement économique et surtout à la formation du capital. Sans aucun

---

(1) Certains économistes pensent que la productivité marginale pourrait être négative, ce qui signifie que l'éloignement d'un certain nombre de travailleurs aurait pour conséquence une augmentation de la production globale.

doute, les masses de travailleurs qui n'ajoutent pratiquement rien à la production globale (chômeurs déguisés) vivent sur les revenus des travailleurs «productifs». Certes, cela a pour conséquence de réduire l'épargne des travailleurs agricoles dans leur ensemble.

#### 5. *Faiblesse du revenu moyen par habitant*

Dans tous les pays en voie de développement (sauf peut-être le Vénézuéla et le Koweït), le revenu moyen par habitant est très faible, surtout quand on le compare à celui des Etats-Unis ou de l'Europe occidentale.

De plus, les pays en voie de développement souffrent d'inégalité frappante dans la distribution du revenu national. En Colombie — par exemple — 2,6% de la population possède 40% du revenu national <sup>(1)</sup>. Cette disparité dans la distribution du revenu constitue un autre obstacle majeur auquel se heurtent ces pays dans leurs efforts en vue de réaliser un développement économique, car ces inégalités donnent lieu à une forte propension à consommer dans la classe bien pourvue.

#### 6. *Retard de l'industrialisation.*

L'économie de tous les pays en voie de développement se caractérise par une industrialisation très faible. Deux indicateurs affirment la faiblesse de l'industrialisation : tout d'abord, la faiblesse du pourcentage de la population active travaillant dans le secteur secondaire (l'industrie), deuxièmement, la faiblesse du pourcentage du revenu provenant de ce secteur.

Il est à noter aussi que le pourcentage réduit de la population active du secteur secondaire dans les pays en voie de développement est employé presque entièrement dans des industries légères, car les industries lourdes sont presque inexistantes dans ces pays.

---

(1) Yves Lacoste : Les pays sous-développés, p. 13, collection «Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, Paris, 1962.

## 7. *Faiblesse de l'agriculture.*

Dans la plupart des pays en voie de développement la technique dans l'agriculture est très en retard; les tracteurs sont très rarement employés, les semences employées sont le plus souvent d'une qualité médiocre, les mesures prises contre les maladies des plantes et des animaux sont insuffisantes.

De plus, dans la majorité de ces pays, divers problèmes agraires se posent, à savoir l'inégalité frappante dans la distribution du sol. Au Brésil, par exemple, 3,4% de la population possède 62% des terres; en Colombie 0,9% de la population dispose de 40% des terres; il en est de même dans la plupart des autres pays en voie de développement.

## 8. *Domination de la Mono-production.*

L'économie des pays en voie de développement est dominée le plus souvent par la mono-production. Lorsqu'on examine les statistiques du commerce extérieur, on constate que les exportations de ces pays sont composées essentiellement d'un ou de deux produits de base. C'est ainsi par exemple qu'en Gambie, les arachides constituent 99% des exportations, en Irak, le pétrole constitue 90%, en Colombie, le café constitue 80%, en Birmanie, le riz constitue 75%, et ainsi de suite.

Sans aucun doute, l'absence de diversification dans les exportations rend l'économie des pays en voie de développement vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale et surtout aux variations des prix mondiaux des matières premières. Ces variations ont rendu moins favorables les termes de l'échange des pays en voie de développement. <sup>(1)</sup>

## 9. *Etroitesse du marché.*

Il est certain que le pouvoir d'achat dans les pays en voie de développement est très faible. Cela tient essentiellement à

---

(1) Instabilité des marchés d'exportation des pays insuffisamment développés, p. 1, ONU, Département des questions économiques, New-York, 1952.

deux raisons : d'une part, le revenu moyen par habitant est très bas; d'autre part, les pays en voie de développement ont encore un secteur d'économie de subsistance très important. C'est pourquoi, le marché de consommation intérieure en objets manufacturés reste étroitement limité.

En effet, l'industrie dans les pays en voie de développement a besoin d'un marché intérieur assez large. Cela tient à deux raisons : d'une part, parce que les possibilités d'exporter des produits manufacturés sont très limitées à cause de la concurrence internationale. D'autre part, parce que, même si la nouvelle industrie vise à développer un marché extérieur, elle a besoin au début d'écouler ses produits sur le marché intérieur jusqu'à ce qu'elle devienne compétitive <sup>(1)</sup>.

Enfin, il est à noter que l'accroissement des revenus monétaires n'est pas un facteur d'élargissement du marché, mais plutôt une cause d'inflation, si cet accroissement n'est pas consécuteur à une augmentation de la production.

#### 10. *Une très forte natalité*

La plupart des pays en voie de développement se caractérisent par une natalité très forte. Nous croyons que l'accroissement rapide de la population dans les pays en voie de développement est à la fois une cause et une conséquence de sous-développement.

D'après les statistiques établies par plusieurs organes de l'ONU, les taux de natalité dans les pays en voie de développement varient entre 4 et 5%. Les causes de la forte natalité dans les pays en voie de développement sont diverses. On peut citer à titre d'exemple l'âge précoce du mariage chez les femmes, le bas coût de formation des enfants, la forte proportion d'analphabètes, la prédominance de la production agricole, le désir d'avoir un garçon, l'idéal de la grande famille, l'inégalité flagrante dans la distribution du revenu national, l'influence de la religion, l'élévation du taux de mortalité infantile, etc...

---

(1) René Gendarme : *La Pauvreté des Nations*, p. 81, éditions Cujas, Paris, 1963.

Sans aucun doute, l'accroissement très rapide de la population dans les pays en voie de développement a beaucoup d'effets néfastes. Il diminue la croissance du revenu moyen par habitant. De plus, il réduit la productivité agricole en aggravant le problème du chômage déguisé. En outre, il augmente — dans de fortes proportions — le pourcentage de la population qui appartient au groupe d'âge improductif. Enfin, il conduit à une augmentation sensible des charges sociales de l'Etat.

#### 11. *Une mortalité assez élevée.*

Il s'agit tout d'abord de signaler que cet indicateur a été jusqu'à la fin du XIXe siècle très significatif en ce qui concerne le degré de sous-développement. Mais, à partir du XXe siècle, cet indicateur a perdu beaucoup de son importance car, grâce à l'amélioration des connaissances médicales, aux progrès de l'hygiène, à la lutte contre les épidémies, etc., la mortalité a fortement baissé dans la plupart des pays en voie de développement.

Mais, malgré l'effort énorme des pays en voie de développement en vue de réduire le taux de mortalité, celui-ci reste assez élevé par rapport à celui des pays développés, surtout en ce qui concerne le taux de mortalité infantile.

D'après les statistiques publiées par les divers organes de l'ONU, le taux de mortalité dans les pays en voie de développement s'élève jusqu'à 3% et le taux de mortalité infantile s'élève jusqu'à 15%.

#### 12. *Conditions sanitaires rudimentaires.*

Dans la plupart des pays en voie de développement, les conditions sanitaires sont très rudimentaires. Cela pourrait être affirmé par deux indices : le nombre d'habitants par médecin et le nombre d'habitants par lit d'hôpital.

Les statistiques publiées par les divers organes de l'ONU montrent que le nombre d'habitants par médecin s'élève dans quelques pays en voie de développement à plus de 200.000, tandis que dans les pays avancés, ce chiffre ne dépasse guère 1000 personnes. Il en est de même en ce qui concerne le nombre

d'habitants par lit d'hôpital, les statistiques montrent qu'il s'élève à plus de 10.000 dans quelques pays en voie de développement, tandis que dans les pays avancés, ce chiffre ne dépasse guère 100 personnes.

En effet, au point de vue économique et social, les conditions sanitaires rudimentaires constituent un sérieux handicap au développement parce qu'elles ont pour conséquence de réduire considérablement la productivité. Dans son livre intitulé « Les pays sous-développés » Yves Lacoste estime que « la productivité des individus serait réduite (à cause de l'état sanitaire rudimentaire) dans des proportions allant souvent de 30 à 60% » (1).

### 13. Niveau d'instruction très bas.

D'après les rapports publiés par l'UNESCO, les pays en voie de développement se caractérisent par une forte proportion d'illettrés. Il s'agit de remarquer que l'enseignement — déjà insuffisant dans les pays en voie de développement — est réparti d'une manière inégale entre les villes et la campagne, entre les classes sociales et entre les deux sexes.

La cause principale du taux élevé de l'analphabétisme dans les pays en voie de développement est le manque de maîtres et d'équipements scolaires. En ce qui concerne les conséquences néfastes de cet état de choses, nous relevons tout d'abord un aspect très grave : les illettrés ne comprennent pas les exigences du développement économique. De plus, la déficience de l'enseignement engendre une insuffisance des cadres techniques qui se trouvent à la base de tout développement économique.

Enfin, il faut signaler que dans les pays en voie de développement, les jeunes gens ont tendance à s'orienter vers les branches littéraires, politiques, commerciales et sociales plutôt que vers les branches scientifiques et techniques. Cette tendance est défavorable au développement économique; le manque de techniciens ne fait qu'accentuer les difficultés que ren-

---

(1) Yves Lacoste : Les pays sous-développés, op. cit., p. 26.

contrent les pays en voie de développement dans leurs efforts vers l'industrialisation.

14. *Absence presque complète des classes moyennes.*

L'histoire économique des pays occidentaux prouve que depuis la révolution industrielle en Grande-Bretagne en 1760, le développement s'est réalisé — dans une large mesure — grâce à l'existence des classes moyennes. Dans les pays en voie de développement, au contraire, les classes moyennes sont presque inexistantes. Dans la plupart des ces pays, la société se compose de deux classes seulement, une classe très riche et une autre très pauvre; entre les deux, il n'existe véritablement pas de classe moyenne.

Les conséquences néfastes de l'absence des classes moyennes dans les pays en voie de développement sont, d'une part, l'insuffisance de l'épargne privée, et, d'autre part, l'insuffisance des cadres techniques et des entrepreneurs.

15. *Insuffisance d'infrastructures.*

Les pays en voie de développement se caractérisent aussi par une insuffisance — parfois même une absence quasi totale — d'infrastructures : énergie, routes, chemins de fer, techniciens, banques, sociétés d'assurances, etc.

Les seules statistiques disponibles dans ce domaine, sont celles de la production de l'énergie. Les statistiques publiées par l'ONU en 1959 montrent que les pays en voie de développement, avec deux milliards d'hommes environ, produisent en énergie 1.125,02 millions de tonnes métriques, tandis que les pays industrialisés, avec une population deux fois moins nombreuse, produisent 3.000,42 millions de tonnes métriques. De plus, il ne faut pas oublier qu'une grande partie de la production de l'énergie des pays en voie de développement est exportée vers les pays industrialisés.

### TROISIEME PARTIE

#### Peut-on appliquer la Théorie Keynesienne aux pays en voie de développement ?

Dans la première partie de notre étude nous avons présenté brièvement les idées principales de la Théorie Keynesienne. Dans la deuxième partie, nous avons analysé les indicateurs qui caractérisent l'économie des pays en voie de développement. En effet, ces deux parties nous permettent de répondre à la question principale de notre étude : peut-on appliquer la Théorie Keynesienne aux pays en voie de développement ?

Or, un nombre limité d'économistes proposent des politiques économiques pour les pays en voie de développement qui sont inspirées de la Théorie Keynesienne. Parmi ces économistes citons — à titre d'exemple — le Professeur Kenneth Kurihara qui affirme que : « La Théorie Keynesienne a une relation très étroite avec les pays en voie de développement. »<sup>(1)</sup> Citons également le Professeur Gamal Said qui pense que la Théorie Keynesienne est la panacée de tous les problèmes économiques. Il a affirmé que cette Théorie pourrait être appliquée à tous les niveaux d'emplois, dans les cas d'inflation ainsi que dans les cas de déflation, en périodes de progression et en périodes de dépression. Plus que cela, le Professeur G. Said affirme que : « Les idées, l'analyse et les instruments de la Théorie Keynesienne, pourraient être appliquées à l'économie socialiste »<sup>(2)</sup>.

Par contre, la plupart des économistes se mettent d'accord sur l'inapplicabilité de la Théorie Keynesienne aux pays en voie de développement. Parmi ces économistes, citons le Professeur V. R. Rao de l'Université de New-Delhi. Rao nous dit : « Keynes is mainly concerned with the problem of unemployment in the richer communities, and his all thesis relates to the ques-

---

(1) Kenneth Kurihara : *The Keynesian Theory of Economic Development*, p 18.

(2) Gamal Said : *La Théorie Générale de Keynes entre le Capitalisme et le Socialisme* (en arabe), p. 23.

tion of how to secure full-employment in the case of these countries. Unfortunately, Keynes did not formulate the economic problem of underdeveloped countries, nor did he discuss the relevance to these countries of either the objective of the policy that he proposed for the more developed. The result has been a rather unintelligent application — not on Keynes's part — of what may be called Keynesian economics to the problem of the underdeveloped countries» <sup>(1)</sup>.

Citons aussi parmi ces économistes le Professeur M. Yehya Eweis de l'Université d'Ain-Shams. Le Professeur Eweis affirme que : « La corrélation Keynesienne existe dans les pays développés : investissement, emploi, revenu monétaire ou salaire, dépenses, production, revenu,... plus d'emploi,... etc. Mais cette chaîne consécutive d'actions et de réactions n'existe pas dans les économies des pays en voie de développement » <sup>(2)</sup>.

Dans le même sens, nous citons le Professeur F. Perroux <sup>(3)</sup>, M. Oman Okyar <sup>(4)</sup>, M. L.-J. Lebreton <sup>(5)</sup>, etc...

Après avoir exposé les opinions des divers économistes en ce qui concerne la possibilité ou l'impossibilité d'appliquer la Théorie Keynesienne aux pays en voie de développement, nous attirons l'attention sur la réalité suivante : les économistes qui croient que la Théorie keynesienne pourrait être appliquée aux pays en voie de développement n'ont pas étudié la nature des économies de ces pays d'une manière approfondie comme ils l'ont fait pour la Théorie keynesienne elle-même. Les mesures proposées par Keynes dans sa Théorie Générale comme le financement par déficit, les taxes progressives, l'investissement public, le « cheap money », etc., paraissaient très efficaces à ces

(1) V.R. Rao : *Essays in Economic Development*, pp. 36 - 37.

(2) M. Yehya Eweis : *L'Analyse Macro-économique*, (en arabe), p. 246.

(3) François Perroux : « L'ordonnance de J.M. Keynes et les pays sous-développés », *Bulletin de l'Union des exploitations électriques en Belgique*, Juillet, 1953, No. 3.

(4) Oman Okyar : « Théorie Keynesienne et économie sous-développée », *Economie Appliquée*, Janvier-Mars, 1951.

(5) J.L. Lebreton : « Réalisme du développement », *Economie et Civilisation*, tome 2, les éditions ouvrières, 1958.

économistes, et les ont amenés à croire à l'applicabilité de la Théorie keynesienne aux pays en voie de développement.

A titre d'exemple, étant donné que la propension marginale à consommer est plus élevée dans les pays en voie de développement (les pays pauvres) que dans les pays développés (les pays riches), cela signifie que le multiplicateur d'investissement est plus élevé dans les premiers que dans les seconds. Il en résulte que les pays en voie de développement pourraient réaliser une augmentation très grande du revenu national par une augmentation très petite d'investissement. En d'autres termes, les pays en voie de développement pourraient arriver au stade du plein-emploi sans avoir besoin d'effectuer de grands investissements, et cela grâce à la grandeur du multiplicateur d'investissement.

Cette déduction théorique — et beaucoup d'autres — prouve que les économistes qui croient à l'applicabilité de la Théorie keynesienne aux pays en voie de développement ne se sont pas rendus compte des différences essentielles entre la nature des économies des pays en voie de développement et celle des pays développés. Certes — comme nous l'avons vu d'une manière détaillée dans la deuxième partie de cette étude — les économies des pays en voie de développement dépendent principalement de l'agriculture. En d'autres termes, ces pays ne sont pas industriels, et les industries qui y existent sont — le plus souvent — des industries manufacturières ou extractives. De plus, l'économie des pays en voie de développement n'est pas une économie de marché à cause de l'auto-consommation. En outre, dans ces pays, le pourcentage des ouvriers qui touchent des salaires monétaires par rapport au total de la population est très petit. Enfin, les pays en voie de développement se caractérisent par la rareté des capitaux qui se répercute sur les moyens de production et la technologie. Sans aucun doute, dans ces conditions, l'idée principale de la Théorie Générale — c'est-à-dire, une petite dose d'investissement conduit à une grande augmentation du revenu et par suite à un niveau élevé d'emploi — ne se réalise pas. Car l'augmentation des revenus des individus résultant de l'augmentation d'investissement sera consacrée à l'achat de denrées alimentaires (produits de la terre agricole) parce que les pays en voie de développement se carac-

térissent par un niveau très bas d'alimentation. L'augmentation dans la demande des produits alimentaires n'est pas compensée par une augmentation dans l'offre de ces biens. Cela tient aux raisons suivantes :

1. La production agricole se caractérise par une offre inélastique (au moins dans la courte période) et n'est pas soumise au phénomène des économies de production de masse (comme c'est le cas de la production industrielle). Au contraire, la production agricole est soumise au phénomène d'accroissement des coûts relatifs.
2. Les producteurs agricoles n'acceptent pas facilement d'étendre leur production par crainte de l'intervention de l'Etat dans le domaine des prix des produits agricoles.
3. L'incertitude des producteurs agricoles en ce qui concerne la continuité d'augmentation des prix des produits agricoles.
4. La probabilité d'accroissement des coûts de production en raison de l'emploi d'une grande quantité d'engrais qui conduirait à l'augmentation des prix agricoles.

Il résulte de ce qui précède que l'augmentation dans les revenus des individus conduit à une augmentation dans la demande de la production agricole, mais cela n'est pas compensé par une augmentation dans l'offre de la production agricole. Naturellement, cet état de choses conduit à une augmentation rapide des prix. En d'autres termes, ceci conduit à une augmentation des prix à un rythme plus élevé que celui de l'augmentation du revenu réel. <sup>(1)</sup>

---

(1) Le Professeur Rao arrive au même résultat lorsqu'il écrit : « This means that while income increases, output does not increase in anything like the same measure in the agricultural sector. In other words, the income multiplier is much higher in money terms than in real terms, and to that extent prices rise much faster than an increase in aggregate real income ». Voir son article intitulé « Investment, Income and the multiplier in an underdeveloped economy », *Indian Economic Review*, (February 1952), No. 1, p. 55 - 67.

On peut arriver au même résultat en considérant les agriculteurs comme consommateurs. Lorsque l'investissement augmente, les revenus des agriculteurs augmentent aussi. Etant donné que la propension marginale à consommer de ceux-ci est grande, cela signifie que la plus grande partie de l'augmentation de leurs revenus sera consacrée à la consommation des produits alimentaires. Et comme les agriculteurs sont eux-mêmes les producteurs des produits alimentaires, cela signifie une augmentation de consommation de leur production et, par conséquent, une diminution de la quantité offerte sur les marchés. Il en résulte que le secteur «non agricole» dans les pays en voie de développement sera obligé de payer des prix plus élevés pour les produits alimentaires.

Nous avons supposé jusqu'à maintenant que l'augmentation dans les revenus des individus résultant de l'augmentation de l'investissement, ne sera pas consacrée à l'achat des biens de consommation fabriqués, mais plutôt à l'achat des biens alimentaires. Mais, est-ce que le résultat sera différent si nous supposons que l'augmentation des revenus sera consacrée à l'achat des biens de consommation fabriqués?... Nous ne le croyons pas, car les industries consommatrices dans les pays en voie de développement n'ont pas un surplus dans la capacité de production, et elles sont le plus souvent de petites industries ou des industries manufacturières ayant une capacité productrice très faible. Il en résulte que l'augmentation dans la demande des biens de consommation fabriqués ne sera pas non plus compensée par une augmentation dans l'offre de ces biens, ce qui conduit à l'élévation des prix et l'apparition de l'inflation.

Il est certain que le multiplicateur d'investissement tel qu'il est exposé dans la Théorie keynesienne ne joue pas son rôle et ne peut être effectif que si les quatre conditions suivantes sont remplies :

1. L'existence d'un chômage involontaire.
2. L'existence d'une économie industrielle avancée dont la courbe de l'offre est élastique ce qui permet à la production de répondre avec une facilité relative à l'augmentation de

la demande. De plus, la courbe de l'offre ne devient inélastique qu'après une longue période c'est-à-dire vers la fin de la période d'extension.

3. Un surplus dans la capacité productrice des industries consommatrices de telle sorte que lorsque la demande augmente en conséquence d'une augmentation du revenu, la production des biens de consommation répond rapidement de sorte que les prix n'augmentent pas.
4. Une abondance du capital, c'est-à-dire, une offre très élastique des matières premières, du capital circulant pour payer leur prix, et pour payer les salaires des ouvriers.

Ces quatre conditions ne sont pas remplies dans les pays en voie de développement, et, par conséquent, le multiplicateur n'y joue pas son rôle.

*Premièrement* : Le chômage le plus répandu dans les pays en voie de développement n'est pas le chômage involontaire, mais le chômage déguisé. En effet, le chômage involontaire n'existe que dans les économies qui dépendent de l'entreprise libre, où la majorité d'ouvriers touchent des salaires monétaires, et où la production s'échange sur le marché et n'est pas auto-consommée. Certes, ce n'est pas le cas des économies des pays en voie de développement.

De plus, il ne faut pas oublier que les chômeurs déguisés dans les pays en voie de développement obtiennent un revenu réel d'une façon ou d'une autre. Cela signifie que, si nous voulons orienter ces chômeurs déguisés vers un autre emploi créé expressément pour eux, le salaire offert dans ce nouvel emploi doit être élevé de sorte que les chômeurs déguisés soient persuadés à quitter leur travail actuel. Ainsi on voit nettement que le chômage déguisé n'est pas un chômage involontaire dans le sens keynesien, ou en d'autres termes, le chômage déguisé dans les pays en voie de développement ne signifie pas une offre élastique du travail au niveau courant des salaires.

*Deuxièmement* : En ce qui concerne la structure de la production, les pays en voie de développement se caractérisent par

l'existence d'industries manufacturières primitives. Si dans un nombre très limité de ces pays on trouve quelque industries modernes, elles existent, le plus souvent, grâce à la protection douanière, et fonctionnent à des niveaux d'efficience beaucoup plus bas que ceux des industries semblables dans les pays développés. Cela tient principalement à deux raisons : d'une part, la rareté du capital combiné avec le facteur travail amenant la productivité de l'ouvrier à un niveau très bas par rapport aux niveaux technologiques modernes. D'autre part, l'étroitesse du marché qui empêche ces industries de profiter des économies de production de masse.

*Troisièmement* : Les industries qui existent dans les pays en voie de développement n'ont pas un surplus de capacité de production. C'est pourquoi, lorsque la consommation augmente par suite d'une augmentation du revenu, la production ne peut y répondre facilement et rapidement.

*Quatrièmement* : En ce qui concerne le capital nécessaire à l'augmentation de la production, ce capital est très rare dans les pays en voie de développement.

Etant donné que ces quatre conditions ne sont pas remplies dans les économies des pays en voie de développement, on peut assurer que le multiplicateur d'investissement n'y joue pas son rôle et n'est pas effectif. Le Professeur Rao arrive à la même conclusion lorsqu'il écrit : « The multiplier principle as enunciated by Keynes does not operate in regard to the problem of diminishing unemployment and increasing output in an under-developed economy, an increment of investment based on deficit — financing tending to lead more to an inflationary rise in prices than to an increase in output and employment » <sup>(1)</sup>.

De plus, la Théorie keynesienne s'insère dans la courte période, comme le dit Keynes lui-même : « in the long run, we are all dead ». En effet, la Théorie keynesienne suppose que les structures et les conditions de production sont constantes. Ce n'est pas le cas des pays en voie de développement, car lutter

---

(1) V.R. Rao : *Essays on Economic Development*, op. cit., p. 47.

contre le sous-développement exige une politique économique et sociale qui étudie et prévoit l'évolution et les changements de structures, et cela n'est possible qu'en longue période.

En outre, l'analyse de la Théorie keynesienne s'effectue en termes de flux monétaires globaux : offre globale, demande globale, revenu global, etc...

Cette analyse ne peut être révélatrice de l'économie réelle que si elle est appliquée à une économie monétaire et intégrée. Une fois encore, ce n'est pas le cas des pays en voie de développement, car l'économie de ces pays est dans une large mesure une économie amonétaire et désarticulée <sup>(1)</sup>

Cela tient à trois raisons :

- 1) L'existence de l'auto-consommation.
- 2) L'inexistence des flux intersectoriels ou inter-régionaux.
- 3) L'orientation de l'économie vers l'extérieur; une grande partie du revenu national provient des recettes d'exportation.

A la lumière de l'analyse qui précède, on peut affirmer que les outils et les instruments proposés par Keynes dans sa Théorie Générale ne sont pas applicables aux pays en voie de développement <sup>(2)</sup>. Le Professeur F. Perroux arrive à la même conclusion lorsqu'il écrit : « Le modèle de développement des économies attardées qu'il faut construire est un modèle en de très nombreux points inverse du modèle construit par Keynes » <sup>(3)</sup>.

---

(1) F. Perroux : « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement », Cahiers de l'I.S.E.A., série F, No. 1.

(2) Le Professeur V.B. Singh arrive au même résultat lorsqu'il écrit : « I May say that the environment suitable for the growth of keynesianism is not to be found in the underdeveloped countries ». Voir son article intitulé « Keynesian Economics in Relation to Underdeveloped Countries », dans l'ouvrage collectif : *Keynesian Economics, a symposium*, p. 186, People's Publishing House, Delhi, 1956.

(3) F. Perroux : « L'ordonnance de J.-M. Keynes et les pays sous-développés », op. cit.

## QUATRIEME PARTIE

### Les Grandes Lignes d'une Solution Adéquate au Problème du Sous-développement

A la fin de la troisième partie de notre étude, nous avons constaté que les idées principales de la Théorie keynesienne ne peuvent pas être appliquées aux pays en voie de développement. Dans cette quatrième partie, nous allons mettre en lumière les grandes lignes d'une solution adéquate au problème du sous-développement.

A notre avis, le sous-développement — malgré sa complexité — est un problème qui peut être et qui doit être résolu.

En premier lieu, les peuples des pays en voie de développement doivent prendre conscience du fait qu'ils sont très en retard par rapport aux pays développés. Ensuite, ils doivent croire à la possibilité de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Cette prise de conscience et cette confiance constituent les conditions psychologiques préalables nécessaires au développement.

En deuxième lieu, les pouvoirs publics dans les pays en voie de développement doivent convaincre les peuples de la nécessité et de l'importance de la planification. Ils doivent leur faire comprendre que, sans planification, il n'y aurait aucun espoir de progrès important dans la voie du développement. De même, ils doivent expliquer à chacun (producteur, consommateur, commerçant, salarié, etc.) le rôle qu'il est appelé à remplir afin de rendre la planification efficace. En outre, les responsables de la planification dans ces pays doivent rappeler sans cesse aux masses populaires les efforts qu'elles doivent déployer et la discipline qu'elles doivent observer pour briser le plus rapidement possible le cercle vicieux de la pauvreté.

A notre avis, le développement économique des pays en voie de développement doit passer par un processus qui ne tient pas compte seulement des possibilités du secteur privé. C'est à l'Etat, en effet, qu'incombe le rôle fondamental dans ce domai-

ne, comme le dit Yves Lacoste à juste titre : « L'Etat est seul capable de mettre en oeuvre l'action d'ensemble qui est nécessaire; d'organiser non seulement des complexes industriels intégrés, mais aussi des pôles de développement économique englobant l'ensemble des activités » <sup>(1)</sup>

La planification dans les pays en voie de développement doit être assez centralisée, surtout dans les premiers stades du développement. C'est pourquoi il est nécessaire en premier lieu de créer un organisme central indépendant. La tâche principale de cet organisme est d'analyser les divers secteurs de l'économie nationale afin d'établir l'inventaire des ressources naturelles, matérielles et humaines dont dispose le pays. A la lumière de ces renseignements et en vue des buts visés, les responsables de la planification peuvent dresser un plan de développement économique et social.

En effet, il ne peut pas être question dans cette étude d'expliquer en détail les bases économiques et sociales du plan. Nous nous contenterons seulement de citer brièvement celles qui nous paraissent les plus importantes.

1. *L'application d'une réforme agraire :*

Sans aucun doute, l'agriculture joue un rôle très important dans l'économie des pays en voie de développement. La concentration excessive de la propriété des terres se trouve à l'origine de tout le problème agraire. Cette inégalité dans la propriété des terres n'est pas sans avoir des conséquences fâcheuses au point de vue économique, fiscal, politique et humain. C'est pourquoi, les pays en voie de développement doivent recourir avant tout à une réforme agraire visant principalement à la redistribution de la terre et à la création d'un système coopératif pour l'exploitation agricole.

2. *L'établissement d'un programme de développement agricole et industriel équilibré :*

Au cours des quinze dernières années, on a remarqué que la plupart des pays en voie de développement avaient tendance

---

(1) Yves Lacoste : Les Pays Sous-développés, op. cit., p. 108.

à accorder la priorité à l'expansion industrielle. En effet, cette politique économique s'est avérée totalement fausse; le développement équilibré exige l'accélération de l'investissement tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Cela tient à plusieurs raisons; d'une part, les investissements dans l'agriculture sont le plus souvent plus productifs que ceux effectués dans l'industrie, d'autre part, en répartissant les investissements entre l'agriculture et l'industrie, il faut tenir compte non seulement de l'accroissement du revenu national, mais aussi et surtout de sa répartition entre les catégories sociales.

Pourtant, il convient de distinguer deux catégories de pays en voie de développement : les pays sous-peuplés, où il faut accorder la priorité aux investissements agricoles visant à élever la productivité par travailleur; et les pays sur-peuplés, ou au contraire, la priorité doit être accordée à l'industrie afin d'absorber l'excédent de la main-d'oeuvre agricole.

### 3. *Adopter certaines mesures en vue d'encourager l'épargne* <sup>(1)</sup>:

Il est certain que l'insuffisance des capitaux constitue le problème le plus important et le plus grave du développement économique. C'est pourquoi les pays en voie de développement doivent prendre certaines mesures en vue d'encourager l'épargne, qu'il s'agisse de l'épargne volontaire ou de l'épargne forcée. Ces mesures peuvent se résumer de la façon suivante : créer ou réorganiser les réseaux de canalisation de l'épargne, procurer aux épargnants une sécurité entière en ce qui concerne leurs dépôts, former une mentalité favorable à l'épargne, adopter des mesures visant à réduire autant que possible la thésaurisation, etc...

---

(1) Voir à cet effet :

- Arthur Salter : *Savings in the Modern World*, Minnesota, 1953.
- Buchanan et Ellis : « *Approaches to Economic Development* », New York, The Twentieth Century, Fund, 1955.
- Kindleberger : *Economic Development* : McGraw-Hill Book Co., New York, 1958.
- Pierre Moussa : *Les Nations Prolétaires*, 2e édition, R.M.F., Paris, 1960.

4. *Diffuser l'éducation, en particulier l'enseignement technique :*

L'éducation et l'instruction sont les facteurs humains les plus importants du développement économique; ils doivent occuper une place prépondérante dans les plans économiques. Le plan de l'éducation doit être nécessairement associé au plan économique. En outre, les responsables de la planification doivent comprendre que l'éducation ne doit pas être considérée seulement comme une dépense sociale, mais aussi et surtout comme un investissement productif. En outre, l'enseignement technique (industriel, agricole, commercial) doit être développé afin de pouvoir former les cadres techniques nécessaires aux progrès industriels et agricoles.

5. *Appliquer une politique de limitation de naissance :*

Nous avons vu dans la deuxième partie de cette étude que l'accroissement très rapide de la population dans les pays en voie de développement a beaucoup d'effets néfastes. C'est pourquoi, les responsables de la planification dans ces pays doivent prendre certaines mesures en vue de réduire le taux de l'accroissement de la population. Ces mesures peuvent se résumer ainsi : autoriser et diffuser les méthodes contraceptives; retarder l'âge minimum du mariage pour les femmes; conditionner le droit à la polygamie, à la répudiation et au divorce à une autorisation préalable d'un tribunal; limiter le nombre d'enfants (trois par exemple) qui profitent des prix bas fixés par le gouvernement pour certains biens alimentaires, et de même en ce qui concerne l'éducation gratuite.

6. *Réformer l'appareil administratif :*

Sans aucun doute, tous les pays en voie de développement ont besoin d'une révolution administrative. Certes, la bonne administration est une conséquence du développement économique et social; mais ceci n'empêche pas de réformer, au préalable, l'appareil administratif de ces pays afin que le travail soit accompli avec efficacité et honnêteté. Cette réforme exige en premier lieu la modification des lois et des règlements administratifs et financiers qui appartiennent — le plus souvent — au

XIXe siècle. Elle exige en deuxième lieu de confier à chaque citoyen le poste qui convienne à son expérience et à ses qualifications.

Telles sont — brièvement citées — les grandes lignes d'une solution adéquate au problème du sous-développement. Mais avant de terminer cette partie de notre étude, il s'agit de rappeler que les pays en voie de développement ne pourraient jamais réaliser un progrès dans le chemin de développement s'ils ne commençaient par l'implantation d'infrastructures. En d'autres termes, dans les premiers stades du développement, il faut mettre l'accent sur les services et les facilités qui aident les entreprises à augmenter leur productivité, tels que les moyens de transport, les écoles et les universités et les centres de recherches scientifiques, l'énergie, les logements convenables, les banques et les sociétés d'assurances, etc...

### Conclusion

Il est certain que la Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie publiée par J. M. Keynes en 1936 a engendré une révolution dans la science économique, surtout par les nouveaux outils d'analyse économique tels que la propension marginale à consommer et à épargner, le multiplicateur, l'efficacité marginale du capital, le taux de l'intérêt, la politique fiscale, etc...

Mais, il est très grave de croire que les idées principales de la Théorie Générale pourraient être appliquées à tous les pays (qu'il s'agisse des pays avancés ou des pays en voie de développement) et dans toutes les périodes (qu'il s'agisse des périodes de progression ou des périodes de dépression).

A notre avis, la Théorie Keynesienne pourrait être appliquée aux pays avancés et surtout dans les périodes de dépression. Cela tient à la nature de ces économies qui se caractérisent par l'existence d'un chômage involontaire, l'existence d'une économie industrielle avancée dont la courbe de l'offre est élastique ce qui permet à la production de répondre avec une facilité relative à l'augmentation de la demande, un surplus dans la capacité productrice des industries consommatrices, une abon-

## PREMIERE PARTIE

### Les Idées Principales de la Théorie Générale

Le but de cette partie de notre étude n'est pas d'exposer et d'analyser toutes les idées de la Théorie Générale car, d'une part, un tel travail sort du cadre de notre étude, et d'autre part, nécessiterait de trop longs développements. De plus, il ne présenterait pas beaucoup d'intérêts car, depuis sa parution en 1936, la Théorie Générale a donné lieu à la publication de plusieurs ouvrages et articles pour l'exposer, l'analyser, la défendre ou la critiquer <sup>(1)</sup>. En effet, le but principal de cette partie de notre étude est d'exposer et d'analyser les nouveaux instruments d'analyse économique de la Théorie Générale dans la mesure qui nous permet de juger si ces instruments pourraient être employés dans les pays en voie de développement.

Keynes commence sa Théorie Générale en réfutant le principe sur lequel la Théorie Classique est basée et selon lequel le système économique s'établit ou se rétablit spontanément en équilibre, au niveau où toutes les forces de travail et de capital sont utilisées. En d'autres termes, ce principe suppose que le cas général dans toutes les sociétés est celui du plein emploi. Pour Keynes, le système économique peut fonctionner durablement en laissant un état permanent de chômage involontaire; cela veut dire que l'équilibre économique peut s'établir et se maintenir à des niveaux divers de sous-emploi des facteurs de la Production.

Keynes a réfuté la loi de J.-B. Say connue sous le nom de *la loi des débouchés* qui soutient que « l'offre crée sa propre

---

(1) Voir par exemple :

- J.M. Keynes : The General Theory of Employment, Interest and Money.
- L. Klein : The Keynesian Revolution.
- R.F. Harrod : The Life of John Maynard Keynes.
- A.H. Hansen : A Guide to Keynes.
- D. Dillard : Economics of J.M. Keynes.
- K. Kurihara : The Keynesian Theory of Economic Development.
- Alain Barrère : Théorie Economique et Impulsion-Keynessienne.

dance du capital. Dans ces conditions, lorsque l'économie passe par une période de dépression, il suffit d'augmenter les dépenses d'investissement (investissement additionnel) pour que le revenu global augmente d'une quantité qui est plusieurs fois supérieure à celle de l'investissement, et cela grâce au multiplicateur. Dans les pays en voie de développement, au contraire, le multiplicateur ne peut pas remplir son rôle et n'est pas effectif. Et il en est de même en ce qui concerne les autres outils d'analyse de la Théorie Générale.

En effet, la nature des économies des pays en voie de développement est entièrement différente de celle des pays avancés. C'est pourquoi le chemin du développement ne peut pas être le même dans les deux groupes de pays.

En d'autres termes, les pays en voie de développement ne doivent pas appliquer une politique économique inspirée de la Théorie keynesienne.

Chaque pays en voie de développement doit commencer par étudier la nature de son économie nationale, c'est-à-dire les ressources naturelles, matérielles et humaines, le degré de développement économique, le taux d'accroissement de la population; les usages et les coutumes des habitants surtout en ce qui concerne la consommation et l'épargne, etc... A la lumière de cette étude, les responsables de la planification pourraient choisir une politique économique qui permettrait à ce pays de réaliser des taux élevés et surtout réguliers de développement économique.

## Bibliographie

1. BARRERE, ALAIN : Théorie économique et impulsion keynesienne, Dalloz, Paris.
2. BUCHANAN and ELLIS : «Approaches to economic development », New York, Twentieth Century Fund, 1955.
3. DILLARD, D. : Economics of J. M. Keynes.
4. EWEIS, Yehia : Macro-economic analysis (in arabic), Cairo, 1966.
5. GENDARME, René : La Pauvreté des Nations, éditions Cujas, Paris, 1963.
6. HANSEN, A. H. : A guide to Keynes.
7. HARROD, R. F. : The life of J. M. Keynes, Macmillan, London, 1951.
8. KEYNES, J. M. : The general theory of employment, interest and money, first edition, 1936.
9. KINDLEBERGER, Charles P. : Economic development, McGraw Hill Book Company, New York, 1958.
10. KLEIN, L. : The Keynesian revolution, Macmillan, 1947.
11. KURIHARA, Kenneth : The Keynesian Theory of Economic Development.
12. LACOSTE, Yves : Les pays sous-développés, collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, Paris 1962.
13. LEBRET, J. L. : « Réalisme du développement », Economie et Civilisation, Tome 2, Les éditions ouvrières, 1958.
14. MOUSSA, Pierre : Les nations prolétaires, 2e édition, P.M.F., Paris, 1960.
15. OKYAR, Oman : «Théorie Keynesienne et économie sous-développée », Economie Appliquée, Janvier-Mars, 1951.
16. N. U. : Instabilité des marchés d'exportation des pays insuffisamment développés, Département des questions économiques, New York, 1952.

17. NURKSE, Ragnar : Problems of capital formation in underdeveloped countries, 7e édition, Basil Blackwell, Oxford, 1960.
18. PERROUX, François : «L'ordonnance de J. M. Keynes et les pays sous-développés », Bulletin de l'Union des exploitations électriques en Belgique, Juillet 1953, No. 3.
19. PERROUX, François : «Trois outils d'analyse pour l'étude de sous-développement », Cahiers de l'I.S.E.A., série F., No. 1.
20. RAO, V. R. : Essays in economic development.
21. RAO, V. R. : « Investment, income and the multiplier in an underdeveloped economy », in Indian Economic Review, February, 1952, No. 1.
22. SAID, Gamal : Keynes's General Theory between Capitalism and Socialism, (in arabic), Cairo, 1962.
23. SALTER, Arthur : Savings in the modern world, Minnesota, 1953.
24. SIMONET, Henri : La formation du capital dans les pays sous-développés, Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Solvay, 1959.